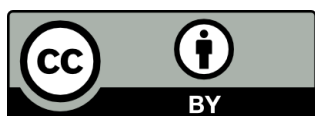


Investissements en libre accès

Dépenses des bibliothèques de recherche canadiennes en infrastructures, en personnel et en services à l'appui du libre accès

Par Kathleen Shearer

JUILLET 2020



[Investissements en libre accès : dépenses des bibliothèques de recherche canadiennes en infrastructures, en personnel et en services à l'appui du libre accès](#) est rédigé par Kathleen Shearer au nom de l'[Association des bibliothèques de recherche du Canada](#) et est sous licence [Creative Commons Attribution 4.0 International](#).

www.carl-abrc.ca

Table des matières

Résumé	2
Introduction.....	2
Contexte.....	4
Objectifs	4
Portée et méthodologie	4
Résultats sommaires	5
Investissements totaux en libre accès	5
Personnel de bibliothèque.....	6
Adhésions, licences en libre accès et frais de publication d'articles	8
Autres outils et services externes.....	8
Discussion	9
Conclusion	11

Résumé

La généralisation du partage de recherche et de savoir est fondamentale pour aborder bon nombre d'enjeux cruciaux actuels. Les bibliothèques de recherche mènent la promotion du savoir libre depuis de nombreuses années. Elles ont joué un rôle central dans la création, la gestion, la découverte et l'utilisation du savoir et ont augmenté leurs contributions financières au libre accès au fil du temps. Cependant, jusqu'à maintenant, leurs investissements dans ce domaine n'ont pas été bien documentés et n'ont pas nécessairement été reconnus à juste titre par le public en général. En 2019, l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) a mené un sondage général sur les investissements des bibliothèques de l'association par rapport au libre accès afin de mieux les dépenses des bibliothèques universitaires canadiennes envers les services, les plateformes, le contenu et les infrastructures du libre accès. Le sondage a révélé que les dépenses totales agrégées en libre accès pour l'ensemble des 28 bibliothèques répondantes se chiffraient à 23 millions \$ CAD, soit 827 086 \$ CAD en moyenne par établissement. Ces dépenses représentaient une moyenne de 3,09 % du budget total des bibliothèques, variant de 0,88 % à 7,23 % parmi les bibliothèques répondantes.

La plus grande catégorie d'investissements des bibliothèques par rapport au libre accès est clairement celle pour le personnel local, à laquelle en moyenne 74 % des investissements sont consacrés. En moyenne, les bibliothèques répondantes comptent 7 ETP chargés d'activités ouvertes, répartis dans divers domaines : contenu numérisé, communications savantes, dépôts ouverts et gestion des données de recherche (y compris la contribution du personnel au projet national de [Portage](#)). La deuxième plus grande catégorie de dépenses en libre accès est celle des fonds transmis aux éditeurs par différents canaux : par licences consortiales via le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) ou, en Ontario, via Scholars Portal du Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario (CBUO-OCUL), par adhésion de l'établissement à des éditeurs en libre accès et par paiement de frais de publication d'articles. Cette catégorie représentait en moyenne 14 % de dépenses en libre accès, soit environ 3,2 millions CAD au total, dont 80 % étaient consacrés aux licences avec des éditeurs et des plateformes en libre accès. Le reste des investissements en libre accès, environ 12 %, sont allés à une multitude de plateformes d'infrastructures et de services en libre accès.

Introduction

La généralisation du partage de recherche et de savoir est fondamentale pour aborder bon nombre d'enjeux cruciaux actuels. La libéralisation de l'accès aux produits de la recherche tels que les articles, les préimpressions, les données et les autres ressources augmente l'effet de nos investissements collectifs en recherche en

permettant la lecture, l'utilisation et la réutilisation de ces produits, non seulement dans les milieux universitaires, mais aussi dans d'autres sphères telles que l'élaboration de politiques, l'industrie, la pratique et le grand public, autrement dit des milieux qui n'auraient pas normalement accès à ces contenus¹. La science ouverte (qu'on appelle aussi érudition ouverte) est un terme général qui fait référence à « divers mouvements visant à éliminer les obstacles au partage de tout type de production, de ressources, de méthodes ou d'outils, à n'importe quelle étape du processus de recherche. Le libre accès aux publications, les données de recherche ouvertes, les logiciels libres, la collaboration ouverte, l'examen ouvert par les pairs, les cahiers ouverts, les ressources éducatives libres, les monographies ouvertes, la science citoyenne et le financement participatif de la recherche, tombent tous dans les limites de la science ouverte. »²

Les bibliothèques de recherche mènent la promotion du savoir libre depuis de nombreuses années. Elles ont joué un rôle central dans la création, la gestion, la découverte et l'utilisation du savoir et ont augmenté leurs contributions financières au libre accès au fil du temps. Cependant, jusqu'à maintenant, leurs investissements dans ce domaine n'ont pas été bien documentés et n'ont pas nécessairement été reconnus à juste titre par le public en général.

L'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) constituée des 29 plus importantes bibliothèques universitaires au Canada ainsi que Bibliothèque et Archives Canada et la Bibliothèque scientifique nationale du Conseil national de recherches du Canada se porte à la défense du libre accès depuis près de deux décennies. En 2017, l'ABRC a publié une feuille de route guidée par une vision d'un « système de communication savante ouvert, durable, efficace et innovant gouverné et géré par la communauté savante et représentatif du rôle substantiel des bibliothèques universitaires canadiennes ».³

Dans le cadre des efforts continus pour élargir l'accès aux produits de recherche et pour mieux saisir le paysage actuel, l'ABRC a mené en 2019 un sondage sur les investissements des bibliothèques universitaires de l'ABRC en libre accès. Le présent rapport donne un résumé et une analyse des données agrégées du sondage et examine quelques résultats et les prochaines étapes.

¹ Piwowar H, Priem J, Larivière V, Alperin JP, Matthias L, Norlander B, Farley A, West J, Haustein S. 2018. The state of OA: a large-scale analysis of the prevalence and impact of Open Access articles. *PeerJ* 6:e4375 <https://doi.org/10.7717/peerj.4375>

² <https://www.fosteropenscience.eu/node/1420>

³ http://www.carl-abrc.ca/wp-content/uploads/2017/03/CARL_ScholComm_Roadmap_EN.pdf

Contexte

En août 2017, un article intitulé « *The 2,5 % Commitment* » a été distribué dans les bibliothèques partout en Amérique du Nord. L'article en question proposait que chaque bibliothèque universitaire s'engage à consacrer 2,5 % de son budget total en appui à l'infrastructure collective nécessaire pour la création d'une commune savante ouverte.⁴ Générant à la fois de l'intérêt et des débats, cet article a été au cœur de nombreuses discussions dans le contexte canadien, notamment par rapport aux avantages potentiels d'identification de références. Cependant, pour faire avancer ces discussions, nous devons mieux comprendre les dépenses actuelles des bibliothèques de recherche canadiennes en ressources ouvertes. Par conséquent, l'ABRC a mené durant l'été/automne 2019 un sondage général auprès de ses membres pour mieux saisir les investissements des bibliothèques de recherche canadiennes en libre accès.

Objectifs

L'ABRC a mené ce sondage pour divers motifs :

- Pour mieux comprendre l'ampleur des dépenses des bibliothèques de recherche canadiennes en infrastructure, en plateformes, en contenu et en services ouverts;
- Pour cartographier le paysage « ouvert » et connaître les lacunes actuelles en investissements;
- Pour aider les bibliothèques canadiennes à réaffecter des fonds au libre accès en définissant des références adéquates.

Portée et méthodologie

Le sondage était expressément le plus général possible par rapport aux investissements documentés. Il a recueilli des données sur tous les types d'investissements en libre accès, y compris les services locaux liés à la gestion de contenus ouverts (articles, données de recherche, monographies et autres ressources) ainsi que le soutien aux plateformes externes, les projets de logiciels ouverts, les organisations de promotion, les frais de publication d'articles, les

⁴ David W. Lewis, Lori Goetsch, Diane Graves, and Mike Roy. Funding community controlled open infrastructure for scholarly communication The 2.5% commitment initiative. *College and Research Libraries News*, Vol 79, No 3 (2018). <https://crln.acrl.org/index.php/crlnews/article/view/16902/18557>

adhésions au libre accès et les autres outils connexes. Les coûts liés à la conservation et à l'infrastructure sous-jacente de ces services ouverts ont été délibérément exclus de l'enquête. Bien que les activités de préservation fassent partie de la gestion du contenu ouvert, il a été jugé trop difficile de déterminer la partie de ces services qui était consacrée aux ressources ouvertes.⁵ De plus, pour ce qui est d'autres types d'infrastructure (services infonuagiques, serveurs, etc.), la manière dont ceux-ci sont financés varie beaucoup entre les établissements universitaires, ce qui ne permet pas d'établir des comparaisons entre les établissements.

Le sondage a examiné les données de l'exercice 2018-19 ; lorsque les dépenses étaient liées à l'année civile, le sondage a plutôt examiné les chiffres de 2019. Un sondage initial a été distribué aux 29 bibliothèques universitaires de l'ABRC en avril 2019 et, selon les commentaires reçus, le questionnaire a été parachevé et distribué de nouveau en août 2019. Le sondage est resté ouvert jusqu'à la fin de septembre ; les réponses individuelles ont été validées en octobre 2019 avec des questions de suivi direct auprès des répondants pour vérifier si toutes les questions ont été interprétées correctement, si aucun investissement ne manquait et si les investissements n'ont été comptés qu'une fois.

Résultats sommaires

Investissements totaux en libre accès

28 des 29 bibliothèques universitaires membres de l'ABRC ont répondu au sondage. Les dépenses totales agrégées en libre accès pour l'ensemble des 28 bibliothèques répondantes se chiffraient à 23 millions \$ CAD, soit 827 086 \$ CAD en moyenne par établissement (le plus petit investissement était de 115 000 \$ et le plus élevé était de 3,2 millions \$). Ces dépenses représentaient une moyenne de 3,09 % du budget total des bibliothèques, variant de 0,88 % à 7,23 % parmi les bibliothèques répondantes. Étant donné l'écart considérable entre les budgets des 28 bibliothèques participantes, les réponses ont été divisées en 4 groupes (selon le système de bandes actuel du Réseau canadien de documentation pour la recherche⁶) : le Groupe 1 représente les établissements avec les plus petits budgets et le Groupe 4 représente les établissements avec les plus grands budgets. En ce qui concerne les dépenses totales en libre accès, les plus grandes bibliothèques avaient les plus grandes dépenses, mais les bibliothèques du groupe avec les plus petits budgets consacraient une plus grosse portion de leurs budgets au libre accès.

⁵ For more information about preservation activities at Canadian libraries, see this 2019 CARL report: <https://www.carl-abrc.ca/news/final-report-of-digital-preservation-capacity-study/>

⁶ <https://www.crkn-rcdr.ca/fr/le-systeme-de-bandes>

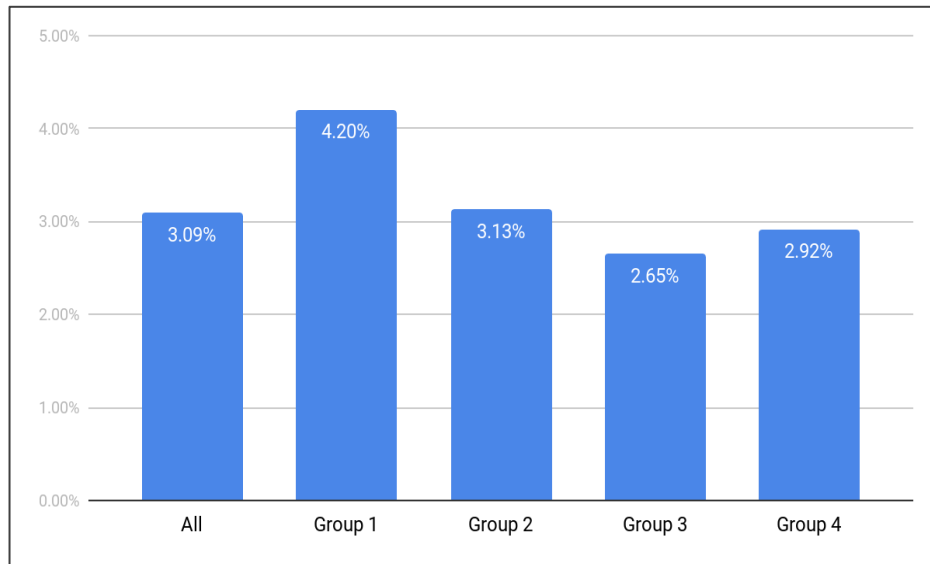


Figure 1 : Portion moyenne du budget investi en libre accès

Catégorie d'investissement	Portion
Salaires (portion liée aux activités ouvertes)	74,11 %
Frais de publication d'articles/adhésion aux éditeurs en libre accès, licences (externes)	14,33 %
Publication de revues et de monographies en libre accès (dont les contributions des presses universitaires; aucune dépense pour le personnel)	3,04 %
Promotion, lobbying, éducation, formation	2,87 %
Contenu numérisé en libre accès	2,19 %
Plateformes de données de recherche ouvertes	1,88 %
Dépôts ouverts (articles, monographies, thèses et dissertations; aucune dépense pour le personnel)	0,68 %
Ressources éducatives libres (REL)	0,55 %
Autres outils	0,37 %

Tableau 1 : Distribution des investissements en libre accès

Personnel de bibliothèque

Comme l'illustre le tableau 1, la plus grande catégorie d'investissements des bibliothèques en libre accès est clairement celle pour le personnel local, à laquelle en moyenne 74 % des investissements sont consacrés. En moyenne, les bibliothèques répondantes comptent 7 employés ETP chargés d'activités ouvertes, répartis dans

divers domaines : contenu numérisé, communications savantes, dépôts ouverts et gestion des données de recherche (y compris la contribution du personnel au projet national de [Portage](#)). Au total, le temps du personnel consacré aux activités ouvertes dans l'ensemble des 28 bibliothèques était de 194,08 ETP, représentant des dépenses d'environ 17 millions \$ CAD.⁷

Il faut noter que plusieurs bibliothèques répondantes ont eu de la difficulté à établir ces chiffres puisque les membres du personnel ont souvent plusieurs responsabilités différentes, dont certaines sont liées au libre accès et d'autres ne le sont pas. Par exemple, le personnel des TI peut gérer les infrastructures et les services ouverts tout en offrant du soutien aux services par abonnement ou des services exclusifs à l'établissement. Les ETP moyens pour chaque catégorie de personnel doivent être considérés comme de meilleures estimations puisque de nombreux employés des bibliothèques consacrent leur temps à divers domaines thématiques.

Responsabilités du personnel	ETP moyen
Contenu numérisé en libre accès	1,40 ETP
Promotion, sensibilisation et communication savante	1,30 ETP
Dépôts ouverts (articles, monographies, thèses et dissertations; aucune dépense pour le personnel)	1,05 ETP
Données de recherche ouvertes	0,86 ETP
Publication de revue et de monographie en libre accès (dont les contributions des presses universitaires; aucune dépense pour le personnel)	0,69 ETP
Infrastructure technique	0,57 ETP
Ressources éducatives libres	0,29 ETP
Frais de publication d'articles/adhésion aux éditeurs en libre accès, licences	0,18 ETP
Autre	0,16 ETP
Moyenne des ETP totaux	6,91 ETP

Tableau 2 : Répartition du personnel travaillant dans les services et activités ouverts

⁷ Les chiffres dans cette catégorie incluent les salaires et les avantages sociaux du personnel.

Adhésions, licences en libre accès et frais de publication d'articles

La deuxième plus grande catégorie de dépenses en libre accès est celle des fonds transmis aux éditeurs par différents canaux : par licences consortiales via le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) ou, en Ontario, via Scholars Portal du Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario (CBUO-OCUL), par adhésion de l'établissement à des éditeurs en libre accès et par paiement de frais de publication d'articles. Cette catégorie représentait en moyenne 14 % de dépenses en libre accès, soit environ 3,2 millions CAD au total, dont 80 % étaient consacrés aux licences avec des éditeurs et des plateformes en libre accès.

- La plus grosse part des 2,6 millions \$ en licences a été aux fournisseurs canadiens de contenu en libre accès via Canadiana (Fonds d'accès et de préservation du contenu patrimonial Canadiana 2019 – un peu plus de 1,5 million \$) et la Coalition Publica (un peu plus de 500 000 \$).
- Huit bibliothèques ont payé des frais de publication d'articles au cours de l'exercice 2018-2019 variant de 12 418 \$ à 120 000 \$ par établissement, soit un total de 1,16 million \$. Les 20 autres bibliothèques n'ont pas payé de frais de publication d'articles.
- Environ 300 000 \$ ont servi à financer le projet SCOAP3 (Sponsoring Consortium for Open Access Publishing in Particle Physics).

Le reste des fonds a été réparti dans diverses initiatives de publication (Open Library of Humanities, Knowledge Unlatched, MDPI, Hindawi, F1000, PeerJ, Bionline, Philosophical Papers et Biomed Central).

Autres outils et services externes

L'autre 12 % des investissements en libre accès a été consacré à d'autres types d'infrastructure, de plateformes et de services en libre accès :

- Activités de numérisation ou gestion de contenu numérisé (HathiTrust, Internet Archive, ContentDM);
- Adhésions à des organisations de promotion (une portion des frais d'adhésion versés à l'ABRC, à SPARC, à Confederation of Open Access Repositories - COAR, et à quelques autres);
- Services d'hébergement de revues (la plus grande part des fonds dans cette catégorie a été au Scholars Portal de OCUL pour l'hébergement d'OJS, bien que certaines organisations ont utilisé les services d'hébergement offerts par Ubiquity Press et Bepress);
- Financement de dépôts externes (arXiv principalement) et soutien à l'élaboration de dépôts ou services d'hébergement de ceux-ci;
- Commandites d'organisations qui gèrent des plateformes d'applications ouvertes (principalement Public Knowledge Project et DuraSpace);
- Financement pour la création de ressources éducatives libres (REL) dans l'établissement;

- Une portion relativement petite a été consacrée aux autres outils (Directory of Open Access Journals, 1Findr).

Discussion

Les résultats du sondage offrent certaines perspectives intéressantes sur la manière dont les bibliothèques de recherche canadiennes appuient actuellement le libre accès. Bien que les investissements en infrastructures, en contenu et en services en libre accès représentent une portion relativement petite des budgets totaux des bibliothèques (3,09 % en moyenne, comparativement à une moyenne de 44 % des budgets consacrés aux matériels, soit un total de 337 millions \$ pour les mêmes 28 bibliothèques⁸), le montant agrégé de 23 millions \$ CAD par année est néanmoins substantiel et a un effet sur le paysage de la communication savante. Le montant total dépensé en libre accès variant de 115 000 \$ à 3,2 millions \$ et la portion du budget total variant de 0,88 % à 7,23 % montre des écarts importants entre les établissements. Ces écarts reflètent sans doute les différentes priorités et les divers contextes des établissements ainsi que la disparité quant aux ressources disponibles pour le contenu et les services ouverts entre les établissements. De toute évidence, il n’y a pas actuellement une pratique unique ou normalisée par rapport à ces types d’investissements.

La grande majorité du financement du libre accès (74 %) est consacrée au personnel pour la gestion des activités institutionnelles telles que la communication savante, la gestion des dépôts et des revues en libre accès et la gestion des données de recherche. Le capital humain est la plus importante ressource dont les bibliothèques disposent et le personnel attribué à ce domaine reflète la priorité stratégique grandissante du libre accès pour les bibliothèques. Les bibliothèques ont aussi plus de souplesse à rediriger les budgets des services externes vers leur propre personnel pour le libre accès. L’un des défis à offrir du contenu et des services ouverts c’est que la rationalisation des investissements peut être plus difficile puisque de nombreux services n’utilisent pas un modèle de frais de services directs (sauf ceux qui utilisent des frais de publication d’articles).

Les plateformes, les éditeurs et les services ouverts sont financièrement vulnérables en raison de différents facteurs, notamment la dépendance au financement par projet et la nécessité de rivaliser pour des fonds avec de grands éditeurs commerciaux. En ce qui concerne le financement des fournisseurs de contenu externes, les initiatives canadiennes semblent être une priorité, avec Canadiana et la

⁸ Selon les statistiques rapportées par l’ABRC pour 2017-2018 (page 6): https://www.carl-abrc.ca/wp-content/uploads/2019/12/CARL-ABRC_Stats_Pub_2017-18.pdf

Coalition Publica obtenant la part du lion des fonds consacrés au contenu ouvert; 2 millions \$ des 2,6 millions \$ investis en contenu ouvert vont à ces deux plateformes. Ces deux initiatives sont financées par des licences nationales avec le RCDR, ce qui suggère aussi l'avantage et l'importance des stratégies concertées d'investissement pour assurer une base de financement solide et durable pour les infrastructures et les services ouverts canadiens.

Bien que huit bibliothèques ont payé des frais de publication d'articles pour des publications de chercheurs dans des revues en libre accès, la majorité des bibliothèques (20) n'en ont pas payé. Le total des dépenses des huit bibliothèques est de 1,16 million \$. Toutefois, ce chiffre représente certainement qu'une petite portion du montant total que paient les chercheurs canadiens en frais de publication d'articles. Étant donné que la moyenne des frais de publication d'articles est d'environ 2870 \$ CAD⁹ et qu'on estime que les auteurs canadiens publient quelques milliers d'articles chaque année dans des revues qui chargent ces frais, nous pouvons supposer qu'un montant considérable de fonds sert à couvrir les frais de publication d'articles et que bon nombre de chercheurs ont recours à des sources à l'extérieur des bibliothèques pour les payer, notamment des subventions ou des fonds de leurs départements. Une meilleure surveillance de ces fonds nous permettrait de mieux connaître les montants de fonds dans le système pour prendre des décisions éclairées à propos du financement. Pour pallier le manque de connaissance au sujet des frais de publication d'articles au Canada, l'ABRC, le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) et les trois organismes subventionnaires fédéraux du Canada ont commencé à recueillir ensemble plus de renseignements globaux sur les ressources actuelles consacrées aux frais de publication d'article au pays.

Les résultats du sondage mettent en évidence les avantages des approches collectives contrairement aux approches fragmentaires. La coordination sur le plan national ou régional augmente l'effet des investissements par un meilleur arrimage, une réduction de redondance et un financement durable pour les infrastructures et les services prioritaires. L'initiative Portage — un réseau national de gestion des données de recherche lancé par l'ABRC en 2015 — est un bon exemple d'une approche collective qui renforce les investissements institutionnels. Bien que le financement de Portage et de la gestion des données de recherche de chaque établissement ait été inférieur au financement des autres services (notamment des dépôts institutionnels et des revues locales en libre accès), Portage réussit néanmoins à offrir des services nationaux de gestion des données de recherche et

⁹ Selon l'initiative OpenAPC, la médiane des frais de publication d'article payés individuellement (calculée en moyenne pour tous les établissements pour lesquelles elles avait des données de 2019) est de 1 890 € – soit environ 2 870 \$ CAD. <https://treemaps.intact-project.org/apcdata/openapc/#institution/period=2019>

reçoit maintenant un financement considérable par la Nouvelle organisation d'infrastructure de recherche numérique (NOIRN). De manière semblable, les approches de financement national partagé pour Canadiana et la Coalition Publica via le RCDR assurent une meilleure pérennité pour ces initiatives et offrent en quelque sorte une certitude opératoire pour ces plateformes.

Le soutien aux initiatives internationales offert par des établissements du Canada et d'ailleurs (par exemple DOAJ, Open Library of Humanities ou PKP) prouve la viabilité du financement collectif des projets ouverts sans frais de publication d'articles. Le Canada a fait des contributions substantielles dans cette sphère, notamment par sa participation à la Global Sustainability Coalition for Open Science Services (SCOSS) ce qui a augmenté les investissements canadiens dans des infrastructures ouvertes approuvées par la SCOSS.

Conclusion

L'Association des bibliothèques de recherche du Canada a pour vision un système de communication savante ouvert, durable et innovant gouverné et géré par la communauté savante; un système permettant aux bibliothèques et aux autres intervenants (par exemple les chercheurs, les bailleurs de fonds et les universités) de gérer et financer collectivement la « commune savante » (ou la commune du savoir). Cependant, pour réaliser cette vision, nous devons créer les systèmes et les cadres de travail nous permettant d'adopter un soutien plus cohérent et global pour les services et les infrastructures qui constitueraient cette commune. Comme pour d'autres biens publics, dont l'air propre et les parcs, le savoir augmente en valeur lorsqu'il est partagé. Or, comme pour les autres biens publics, nous devons trouver les moyens de financer la commune savante et de créer des modèles robustes qui deviendront les normes acceptées.

L'adoption d'attentes de référence ou de cibles par communauté liées aux investissements en libre accès des bibliothèques de recherche canadiennes pourrait aider les bibliothèques universitaires à rationaliser leurs dépenses dans ce domaine. Bien que la discussion sur le 2,5 % de financement pour une infrastructure commune ouverte était le principal motif de ce sondage en quelque sorte, la portée de ce sondage était plus grande et comprenait les services locaux ainsi que les investissements régionaux et nationaux partagés. Par conséquent, une juxtaposition directe des chiffres ne serait pas convenable. Toutefois, nous pouvons clairement accélérer l'avancement vers le libre accès en élaborant des cibles appropriées qui augmentent les investissements en libre accès au fil du temps.

De plus, il est évident que les investissements seront plus efficaces s'ils sont faits de manière coordonnée. La valeur de l'action collective quant au financement de l'infrastructure et des services en libre accès a déjà été démontrée au Canada par des

projets tels que Portage, Canadiana et Coalition Publica. Les opportunités d'investissements partagés ont un effet collectif positif pour les chercheurs et les organisations qui dépasse largement les contributions financières individuelles. Puisque le Canada compte un nombre relativement petit d'universités avec des associations régionales et nationales bien établies qui ont une histoire de soutien collaboratif et d'investissements partagés (ABRC, Réseau canadien de documentation pour la recherche, Conseil des bibliothèques universitaires de l'Atlantique, Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario et Conseil des bibliothèques universitaires des Prairies et du Pacifique), nous sommes bien placés pour créer et exécuter une approche plus stratégique et efficace quant aux investissements en libre accès.

Le partage et la réutilisation des produits de la recherche sont un des avantages clés de l'érudition numérique, dont on ne fait que commencer à utiliser les potentiels. L'évolution et l'effet de l'érudition numérique sur la recherche, la culture, la politique, l'économie et la société ne commenceront qu'à se concrétiser au cours des prochaines décennies. Les efforts actuels documentés dans ce sondage montrent comment les bibliothèques universitaires canadiennes ont réorienté leurs budgets vers le libre accès à la recherche. Ces efforts continueront de grandir au fil du temps alors que le libre accès aux ressources devient une priorité stratégique plus importante pour les bibliothèques, mais aussi pour la recherche, l'enseignement supérieur et le grand public.

La commune savante ouverte est un amalgame complexe de contenu, d'infrastructures et de services locaux, régionaux, nationaux et internationaux. En procédant à la création d'un cadre national plus cohérent, nous pourrions considérer collectivement quelles sont nos priorités et nos cibles; quelles sont les approches les plus efficaces de soutien aux initiatives en libre accès aux différents niveaux; et comment assurer l'interopérabilité et l'alignement des infrastructures et des services. Ces efforts s'accroîtront alors que le Canada poursuit sa progression vers le savoir libre et aide à éclairer le travail semblable dans d'autres pays et d'autres régions.